

LE JOUR, 1946
29 OCTOBRE 1946

DANGERS DE LA GRANDEUR

Qu'on nous dise que, sur le plan de l'Angleterre, la « Grande Syrie » est une erreur et la « Ligue arabe » une force, nous l'admettons volontiers. Mais le « plan de l'Angleterre » n'est pas nécessairement et toujours le seul, le meilleur ou le plus sûr.

Pour nous, Libanais, notre premier argument en toute chose, notre premier point de vue sera l'argument et le point de vue libanais. Nous ne manquons pas, Dieu merci, d'intelligence et les historiens reconnaissent à notre peuple des aptitudes à la politique étrangère et à la politique tout court.

Cette position strictement et rigoureusement libanaise ne nous empêche d'aucune façon de voir plus loin que notre petit territoire, au-delà du monde arabe, au-delà des mers et jusqu'aux limites de l'univers.

Nous sommes, par définition, pour les idées générales, pour les vastes perspectives et pour la synthèse. Mais cela n'exclut pas que nous défendions passionnément notre maison et son avenir, de même que nous nous appliquons à défendre nos voisins et nos amis.

La première victime d'une plus grande Syrie serait la Syrie elle-même. A notre avis, ce pays « frère » ne survivrait pas, politiquement, à une telle aventure (et nous serions les premiers à le déplorer). Pour s'agrandir sans tenir compte de la nature des liens envisagés et des territoires et des questions ethniques et des éléments divers, la Syrie ferait une indigestion mortelle.

Les Syriens les plus sages, les intellectuels les mieux informés, les représentants des familles syriennes les plus illustres et où la tradition est le mieux conservée le savent.

Pour autant qu'il dépendra d'eux, ils feront sûrement l'impossible pour éviter à une Syrie qui assimile si laborieusement ses propres éléments une extension illusoire dont le résultat serait un désordre et une rupture.

Quant à la Ligue arabe, répétons à l'usage de qui voudra qu'aucun de ses membres n'a, en l'état des choses, le moindre intérêt à se diminuer « en faveur de la collectivité ». Car cette diminution ne se traduirait pas par un profit pour la Ligue, mais seulement par une perte pour chacun de ses membres.

Si l'instrument diplomatique du Caire qui règne la vue de la Ligue arabe n'avait pas été aussi souple, la Ligue, au témoignage des hommes d'Etat arabes les plus qualifiés, aurait cessé d'exister. Et l'accident ne serait pas venu du côté libanais, mais du Caire, de Riad ou de Bagdad.

En cette matière, la conception britannique va au-delà du but. Le « renforcement » de la Ligue arabe que l'Angleterre recommande avec chaleur, de bonne foi (et de façon discrète ou indiscrete), il n'est nullement établi qu'il soit dans l'intérêt de la Ligue et des pays qui la composent.

L'Angleterre voudrait arriver à traiter avec un seul homme pour le compte de tous. Nous préférons pour maintes raisons (et les autres membres de la Ligue aussi) qu'elle et les autres pays traitent avec chacun.

Le premier objet de la Ligue arabe est d'être un instrument de paix et de concorde entre les Arabes, un moyen efficace de les rapprocher et de les rendre heureux ; ce n'est pas de faciliter simplement à leur égard la politique des Empires.

Aucun des pays arabes ne veut être dominé par un autre, ni par un empire étranger, ni Bagdad par le Caire, ni Riad par Bagdad, ni Damas par Amman (comble d'ironie), ni aucune de ces capitales par Londres ou par Moscou.

Pour que la Ligue vive, il faut que sa charte soit indéfiniment respectée et il ne faut pas lui demander plus que ce qu'elle peut donner.

Si on courait le danger contraire, on exposerait les pays arabes, petits et grands, à la division, à la discorde et à la servitude collective.

C'est contre cette éventualité pénible que nous nous élevons.